

LE MAGAZINE DES PROFESSIONNELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

# HYDROPLUS

Supplément à Environnement Magazine – Octobre-Décembre 2022



**Saur milite et s'engage pour  
la transition hydrique des territoires**

#mission water

## Tuyaux et accessoires en PVC-BO

**TOM** **ECO FITTOM**

Large gamme de tuyaux du DN 90 au 1200 mm, de PN12,5 à 25 bars, Classe 500

Légèreté et flexibilité maximales offrant une grande facilité d'installation

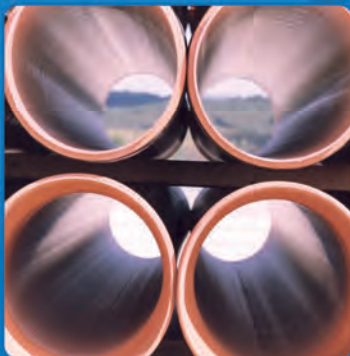
Raccords allant du DN110 au 400 mm, PN16 bars

Les meilleures propriétés physiques et mécaniques



# MOLECOR

*Smart water*



## Systeme complet d'assainissement en PVC annelé

**SANECOR**

DN intérieurs élevés garantissant des débits optimaux (DN 160 à 1200 mm, en tubes de 6 ou 3 m)

Rigidité nominale CR8

Regards de visite de DN 600 à 1200 mm avec une profondeur allant jusqu'à 9 mètres

Empêche les fuites dans l'environnement et les infiltrations de la nappe phréatique dans le réseau.

LE MAGAZINE DES PROFESSIONNELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

# HYDROPLUS

Supplément à Environnement Magazine – Octobre-Décembre 2022

**ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

## Les enjeux 2021-2026



**RISQUES CÔTIERS**  
L'adaptation des  
territoires se met à flot

### ENTRETIEN

Syndicat cherche  
collaborateurs pour  
mission de service public

### L'AVIS DES PROS

Améliorer les performances  
des réseaux de distribution

- SAUR
- EAU DE PARIS
- OVARRO

**PRODUITS : LES APPLICATIONS DE TÉLÉRELÈVE**

#mission water



## **L'eau est précieuse. Redonnons-lui la valeur qu'elle mérite.**

Acteur historique de l'eau et de ses services essentiels, le groupe Saur œuvre à la protection et à la préservation de la ressource en eau partout dans le monde. L'eau, condition préalable à toute forme de vie, est au cœur de notre existence, et mérite que l'on y consacre nos meilleurs efforts.

À l'heure où les défis de la transition écologique sont au cœur des problématiques de nos sociétés, Saur réaffirme ses engagements pour agir, militer et fédérer tous les acteurs pour un monde plus sûr, en faveur des générations futures.

[www.saur.com](http://www.saur.com)



# SOMMAIRE

Octobre-Décembre 2022

**HYDROPLUS** | ENVIRONNEMENT magazine

Hydroplus est un supplément du n° 1798 d'Environnement Magazine  
Octobre 2022  
Ne peut être vendu séparément

Édité par  
Les Éditions du développement durable  
3, quai Conti - 78430 Louveciennes  
Tél. : 01 30 08 14 14  
hydroplus@groupe-cayola.com

**Directrice de la publication:** Florence Wattel  
**Rédacteur en chef:** Anthony Laurent  
**Rédaction:** Alexandra Delmolino, Véronique Matrat  
**Secrétariat de rédaction:** Véronique Matrat

**ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR**  
Abdessamad Attigui, a.attigui@groupe-cayola.com

**PUBLICITÉ**  
Appoline Chaminade, appoline@chaminade-meyer.com

**APPELS D'OFFRES ET OFFRES D'EMPLOI**  
recrutement@groupe-cayola.com  
envirojob.fr  
Tél. : 01 30 08 14 14

**SERVICE ABONNEMENTS**  
abonnement.diffusion@groupe-cayola.com

**ABONNEMENT 1 AN À ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET SES SUPPLÉMENTS, DONT HYDROPLUS**  
• Tarif France : 217 € TTC  
Pour plus d'informations : voir page 50.



**IMPRESSION**  
Imprimerie de Champagne, 52000 Lognes

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX		
	PAPIER INTÉRIEUR	PAPIER COUVERTURE
PAPIER	Vantage Silk	Magno Plus Silk
GRAMMAGE	90 g	150 g
PAYS D'ORIGINE	Autriche	Allemagne
TAUX DE FIBRES RECYCLÉES	0 %	0 %
CERTIFICATION	PEFC	PEFC
EUTROPHISATION PTOT	0,032 kg/t	0,03 kg/t

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'éditeur est illicite (article L 122-4 du Code de la propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC) 20, rue des Grands-Augustins - 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70 Fax: 01 46 34 67 19.

Dépôt légal à parution  
N° de Commission paritaire: 1124 T 85436  
N° ISSN : 1164-8783

**GROUPE CAYOLA**

Publié par GROUPE CAYOLA  
Les Éditions du développement durable  
SA au capital de 10 000 €  
RCS Versailles 830 632 485



Crédits couverture et sommaire : Grand Chambéry, ObsCat, Larrey, Saur, Eloy Water.



## L'essentiel

L'ACTU .....	6
INTERVIEW Le Siah recrute pour des missions de service public.....	8
DATA.....	12

## Focus

■ Eau potable Réalimentation artificielle de la nappe dans les Yvelines sur le site de Suez IDF .....	14
■ Eau potable Le Sedif poursuit ses travaux de modernisation à Méry-sur-Oise .....	16

## L'enquête

■ Risques côtiers L'adaptation des territoires littoraux se met à flot .....	18
<i>Face à l'érosion côtière et à la submersion marine, les communes littorales doivent repenser leur aménagement et s'adapter au recul du trait de côte.</i>	



## Techniques

LE DOSSIER ■ Assainissement non collectif PANANC 3 : les enjeux des années 2021-2026 .....	26
--	----

*Un troisième plan d'actions national accompagnera le secteur d'ici à 2026.*

L'AVIS DES PROS ■ Recherche de fuites : les performances des réseaux de distribution.....	34
Aurélien Fourmel, Saur.....	36
Anthony Ta, Eau de Paris .....	38
Philippe Aretz, Ovarro.....	40

SOLUTIONS ■ Eaux usées Imerys lutte contre la corrosion des ouvrages d'assainissement avec Sweper Liner.....	42
■ Eaux pluviales GRAF lance EcoBloc Smart.....	43
■ Eaux usées Bionut de Simop composte son média filtrant....	43
■ ANC Des fosses toutes eaux et tout-terrain .....	43
■ Eaux pluviales Wavin prévient les débordements .....	44
■ Eaux usées/potable Waterlab sécurise la qualité de l'eau sur des sites temporaires.....	44
■ Eaux usées Step à énergie positive et empreinte carbone négative .....	45
■ Réseaux Un robot ultra haute pression à l'assaut des canalisations .....	45

PRODUITS ■ Les applications de télérelève .....	46
--	----

PLUS D'INFOS SUR  
[www.environnement-magazine.fr](http://www.environnement-magazine.fr)

NOUS ÉCRIRE  
[enviromag@groupe-cayola.com](mailto:enviromag@groupe-cayola.com)

VOUS SOUHAITEZ VOUS ABONNER ?  
Rendez-vous page 50

Environnement-magazine.fr  
@EnviroMag  
Environnement Magazine

# Collectivité cherche co pour mission de service

Le Syndicat mixte pour l'aménagement hydraulique des vallées du Croult et du Petit Rosne (Siah), à l'instar de beaucoup de collectivités et d'acteurs privés du secteur de l'eau, a des postes non pourvus. Des membres du personnel ont accepté de témoigner et de retracer leur parcours pour expliquer leur travail et dépoussiérer des métiers et un secteur souvent mal connu. Leur maître mot : l'engagement.

## Laurence Richet, service ressources humaines

« Le service gère la carrière de 53 agents et 13 élus et il y a en ce moment 20 postes à pouvoir, dont un poste de chargé de recrutement. Au Siah, il y a deux statuts qui coexistent : le personnel statutaire et le personnel contractuel, géré par le droit public. L'intégration dans la fonction publique se fait par voie directe pour la catégorie C, par concours pour les niveaux A et B. Les admis au concours sont stagiaires, puis à l'issue de cette période, ils sont titularisés. Dans le cadre de mes fonctions, j'ai la charge de la gestion du personnel : contrats de travail, suivi des absences (congrés, maladie, etc.), la mise en place des actions de formation (formation au 1<sup>er</sup> emploi, perfectionnement...), l'application des règles RH en fonction de la législation.

Je renseigne les personnes dans leur demande de changement ou d'accompagnement sur leur poste ou d'évolution de carrière. »

### Cursus

« J'ai commencé par faire des études de droit. J'ai ensuite travaillé dans une concession automobile, puis moto avec mon conjoint. J'ai également été gérante d'un débit de tabac. Après la vente de ce commerce, j'ai postulé au Siah à un poste d'agent d'accueil, j'ai ensuite évolué au service administra-

© Siah



tif. En 2015, j'ai intégré le service Finance/RH, où j'ai pris mes fonctions à temps complet depuis environ quatre ans. Pour occuper ce poste, j'ai été accompagnée par la responsable du service et j'ai suivi des formations. Aujourd'hui, je suis totalement épanouie, mes tâches sont diversifiées avec beaucoup d'interaction avec les autres services. »

## Daniella Baudry, chargée de maîtrise d'œuvre

« Nous (cinq personnes dans le service) effectuons toutes les études de conception de A à Z, nous réalisons les études techniques avec des logiciels comme Autocad. Une fois le projet établi, les offres passent par les marchés publics. Nous sélectionnons ensuite les entreprises retenues selon plusieurs critères, de faisabilité, des techniques employées, du prix et du cahier des charges que nous avons établi... »

Nous avons aussi un volet sensibilisation auprès des riverains pour leur expliquer les travaux. Au sein du service, nous avons surtout des chantiers d'assainissement. Pour les dossiers de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi),

les études sont externalisées en raison de la pénurie de personnel, mais nous avons un rôle de représentant du maître d'ouvrage dans le suivi. Depuis le début de l'année 2022, nous avons mené treize chantiers - dont un où nous avons utilisé des canalisations en ultra-bas carbone, une première mondiale ! -, pour des budgets de l'ordre de 200 000 à 8 millions d'euros. »

## » RISQUES CÔTIERS

# L'adaptation des territoires littoraux se met à flot

Face à l'érosion côtière et à la submersion marine, les communes littorales doivent repenser leur aménagement et s'adapter au recul du trait de côte. Elles renforceront ainsi leur résilience à ces risques naturels dont les effets sont accélérés par le changement climatique.

L'érosion côtière et la submersion marine sont des aléas naturellement présents sur les côtes, qui s'influencent l'un l'autre. Si la submersion inonde brutalement les territoires littoraux lors de tempêtes, l'érosion fait reculer les côtes sous l'effet de phénomènes hydro-sédimentaires marins. Elle peut également faire disparaître les plages lorsque les nombreuses digues littorales construites pour protéger les territoires ont figé le trait de côte. L'impact du réchauffement climatique sur l'élévation du niveau de la mer et sur la fréquence et l'intensité des tempêtes accélère en outre ces processus.

« En fait, le vrai problème des territoires littoraux face aux risques, c'est l'urbanisa-

**Un des problèmes face au risque est l'urbanisation des côtes et les enjeux humains qui s'y rattachent.**

tion des côtes et les forts enjeux humains qui en découlent. À ce niveau, la loi Littoral de 1986 aussi efficace soit-elle est arrivée avec vingt ans de retard. Mais la tempête Xynthia qui a frappé la côte atlantique en 2010 a quand même obligé l'État à moduler sa doctrine auparavant basée exclusivement sur la protection. Depuis, les politiques publiques évoluent pour inciter les territoires à repenser la bande côtière avec ses contraintes », estime Marc Robin, qui dirige à l'Université de Nantes l'Observatoire régional des risques côtiers (OR2C) en Pays de la Loire.

**Pour soutenir les populations sinistrées** à la suite de Xynthia, l'État a étendu les dispositifs d'acquisition amiable et d'ex-



L'association Eau fil de l'eau dans l'Aude s'est dotée d'un plateau technique pour ses formations à l'assainissement.

## ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

# PANANC 3 : les enjeux des années 2021-2026

Un troisième plan d'actions national sur l'assainissement non collectif accompagnera le secteur d'ici à 2026. De nombreux chantiers perdurent sur l'accompagnement des services publics d'assainissement non collectif et des usagers, pour renforcer la bonne application de la réglementation et rendre les dispositifs plus robustes.

**E**n France, l'assainissement non collectif est soutenu par des plans d'actions nationaux (PANANC) pilotés par les ministères en charge de la Transition écologique et de la Santé depuis 2009. À l'époque, le premier plan avait été lancé pour

mettre en œuvre la réglementation du secteur qui s'appuyait sur deux arrêtés fondateurs publiés en 2009 et modifiés en 2012 : un arrêté relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'ANC et un arrêté sur

les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC de moins de 20 équivalent-habitants (EH). La bonne application de la réglementation en ANC est restée centrale dans les plans suivants, qu'il s'agisse des missions de contrôle des services publics